

LA LETTRE DU BRÉSIL

Visite ministérielle

Le déplacement de Jean-Yves Le Drian fin juillet au Brésil était le premier d'un membre du gouvernement français depuis l'entrée en fonctions du président Bolsonaro. Elle s'est effectuée dans le contexte de l'annonce, quelques semaines plus tôt, d'un accord politique Union Européenne- Mercosur conclu dans la foulée du G20 à Osaka où le Brésil avait confirmé le principe de son adhésion à l'Accord de Paris.

L'annonce de l'accord UE-Mercosur n'est que le début d'une longue séquence d'un débat, on l'a vu en France où les passions sont fortement exprimées. Les autorités françaises ont annoncé très rapidement leur intention d'évaluer l'accord avec l'appui d'une commission ad hoc, installée fin juillet, avant de pouvoir formuler d'ici la fin de l'année une opinion sur le sujet, les principaux sujets d'attention relevant de l'agriculture et du développement durable.

Lors de la tenue du G7 à Biarritz, l'on a pu constater l'ampleur de l'écart entre les visions et perceptions dans le domaine du développement durable entre les autorités fédérales brésiliennes et le gouvernement français. La mise en place d'un dialogue bilatéral sur les questions climatiques et environnementales annoncé lors de la visite du ministre, quelques semaines avant le G7, répondait à ces divergences réelles.

Mais la préoccupation environnementale est toutefois bien ancrée au Brésil, notamment au sein des nombreuses ONG actives mais aussi chez les états fédérés, comme par exemple ceux du Nordeste qui aujourd'hui constituent une cible d'intervention pour l'Agence française de Développement ainsi que dans le monde l'entreprise et particulièrement celui des multinationales implantées au Brésil qui ont des comptes à rendre, en premier lieu, à leurs actionnaires.

Dans ce contexte, le ministre a rappelé à plusieurs reprises la volonté de relancer le partenariat stratégique signé entre les deux pays en 2008 avec une forte dimension économique que l'on peut notamment évaluer via la présence française et un stock d'investissements directs au Brésil comparables à celui des investissements français en Chine. A la suite de cette visite, il y a encore de nombreux chapitres de la coopération économique franco-brésilienne.

Contact : olivier.remond@dgtrésor.gouv.fr

La réforme du système des retraites, en passe d'être approuvée d'ici la fin 2019

En 2018, le système de retraites (secteur privé et public dont militaires) a été déficitaire à hauteur de 290 Mds R\$, soit 4,3% du PIB. Autrement dit, sans ce déséquilibre, le déficit budgétaire (108 Mds R\$, 1,6% du PIB) tournerait en surplus. Ceci illustre pourquoi la réforme de la Sécurité Sociale, dont le volet principal est le système des retraites, est devenue la clef de voûte du programme de l'économie du Gouvernement.

En août, la Chambre des députés a voté le texte en deuxième lecture, à 370 voix contre 124, dépassant largement la majorité de 60% nécessaire pour cette réforme constitutionnelle (dite PEC 06/19). Le Sénat va débattre de ce texte jusqu'au début octobre et voter d'éventuels amendements au quatrième trimestre. D'ici la fin de l'année, la réforme sera probablement approuvée sans trop « d'écramage » additionnel (une fois le projet de système par capitalisation écarté). Elle pourrait même inclure certains états et municipalités dans son périmètre d'application.

La réforme durcit particulièrement les conditions des travailleurs cotisant pour le régime du secteur public pour les faire converger à terme avec les celles des travailleurs du secteur privé, cotisant au régime général. En termes d'impact, les intervenants de marché et la communauté des affaires sont optimistes et tablent sur un déficit budgétaire primaire se stabilisant autour de 1% d'ici 2 ans, et sur des économies cumulées de l'ordre de 850-900 Mds R\$ (qui représenteraient autour de 13% du PIB de 2018), sur une période de 10 ans.

Le passage de la réforme constituera une victoire pour un exécutif qui n'est pas parvenu jusqu'à présent à améliorer les perspectives de croissance pour 2019. Alors que la communauté des affaires met en avant les économies potentielles en termes macroéconomiques et la réduction de l'incertitude à moyen terme, la réforme suscite déjà la controverse sur un plan normatif et d'économie politique. Des voix s'élèvent dans les milieux académiques et la presse pour dénoncer l'accroissement des inégalités, voire les inefficacités potentielles découlant des principales propositions.

Contact : julio.ramos-tallada@dgtrésor.gouv.fr ; vincent.guiet@dgtrésor.gouv.fr

Activité
Croissance du PIB T2 2019
+0,4% t.t

Prix
Inflation IPCA (glissement annuel, juillet 2019)
+3,22%

Emploi
Taux de chômage
11,8% (août 2019)

Taux de change
BRL/EUR
Cours au 30/08 :
4,55
Variation mensuelle :
+7,6%
(dépréciation du real)

Projections
Croissance du PIB 2019 (survey BCB)
+0,80% (contre +0,82% le mois dernier)

Minas Gerais : un Etat clé pour l'économie brésilienne qui cherche à sortir de l'Etat l'état de « calamité financière »

Le Minas Gerais est, après São Paulo et Rio de Janeiro, **le troisième Etat contributeur au PIB brésilien** (8,7 % en 2016). Il affiche en 2018 un PIB de 598,5 Mds R\$, en croissance de 1,2 %. Cette reprise poussive, initiée en 2017 (+0,7 %), a fait suite à trois années de contraction du PIB (-0,7 % en 2014, -4,3 % en 2015, -2 % en 2016).

La catastrophe minière de Brumadinho, survenue fin janvier, outre son lourd bilan humain (270 morts), affectera significativement l'économie de l'Etat. La FIEMG (Federação das Indústrias do Estado de Minas Gerais) prévoit pour 2019 **une perte de 7,3 points de PIB** et la destruction de 850 000 emplois, dont 100 000 dans les activités extractives.

L'Etat a affiché en 2018 **son 6^{ème} déficit budgétaire consécutif, de l'ordre de 12 %** de ses recettes fiscales propres (contre 1,3 % en 2013 et 11 % en 2017). Ce déficit est largement imputable au régime de retraites de l'Etat, dont le coût a été l'année dernière près de quatre fois supérieur aux recettes.

Les dépenses de personnel ont connu depuis 2010 une hausse de 56 % et ont représenté, en 2018, 50 % environ des dépenses primaires de l'Etat et **77 % de sa recette courante liquide, taux le plus élevé de l'Union** et bien supérieur à la limite de 60 % fixée par la Loi de Responsabilité fiscale.

Les dépenses publiques d'investissement se sont pour leur part réduites de 76 % depuis 2010 pour atteindre 1,5 MR\$ l'année dernière, **soit moins de 1,5 % des dépenses de l'Etat**, le Minas Gerais et l'Etat Rio de Janeiro affichant les taux les plus faibles de l'Union.

Le Minas Gerais est le troisième Etat le plus endetté de l'Union après Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul avec, fin 2018, **une dette publique brute consolidée de 105,7 Mds R\$** et un taux d'endettement de 189 %.

Le Minas Gerais a été déclaré fin 2016 en état de « calamité financière » par son gouverneur d'alors, Fernando Pimentel (PT). **L'administration de Romeu Zema** (Novo, parti d'orientation économique libérale), **entré en fonctions le 1^{er} janvier 2019, négocie actuellement avec l'Union un plan** d'assainissement financier qui, selon Gustavo de Oliveira Barbosa, secrétaire d'Etat aux Finances, pourrait être adopté au cours des prochaines semaines. Le plan devrait notamment prévoir la privatisation de Cemig (Companhia Energética de Minas Gerais), Copasa (Companhia de Saneamento de Minas Gerais), et éventuellement de Codemig (Companhia de Desenvolvimento Econômico de Minas Gerais) et Codemge (Companhia de Desenvolvimento de Minas Gerais).

Contact : cyril.darneix@dgtresor.gouv.fr

Secteur de l'acier au Brésil : croissance ralentie et perspectives ternes

Le Brésil était en 2018 le 9^{ème} producteur mondial d'acier, avec 35,4 Mt d'acier brut, soit plus des trois quarts de la production sud-américaine (mais 2 % seulement du total mondial, la production brésilienne étant plus de 25 fois inférieure à la production chinoise), et le 12^{ème} exportateur, avec 13,9 Mt exportées.

La production d'acier brut et d'acier laminé, après avoir connu une légère croissance entre 2017 et 2018, **s'est réduite au premier semestre 2019** par rapport au premier semestre 2018 (respectivement -1,4 % et -2,3 %). **Le secteur sidérurgique souffre de l'atonie de la croissance brésilienne** et de l'activité industrielle (+2,5 % en 2017, +0,6 % en 2018, -0,7 % entre janvier et mai 2019). La fédération Aço Brasil a, fin juillet, revu à la baisse ses prévisions d'avril pour l'année 2019 ; **la croissance attendue de la production d'acier brut par rapport à 2018 a ainsi été ramenée de 2,2 à 0,4 %** (la production atteindrait 35,5 Mt), celle de la consommation de 4,6 à 2,1 % (21,7 Mt).

Les principaux secteurs consommateurs d'acier devraient connaître en 2019 des croissances limitées, en particulier la construction civile (un tiers de la consommation nationale), et l'industrie automobile. La demande totale d'acier brésilienne devrait porter en 2019 sur 22 Mt (+4,6 % par rapport à 2018), niveau légèrement inférieur à celui de 2007, situation unique parmi les émergents, les économies en développement affichant en moyenne une demande 2019 de plus de 40 % supérieure à celle de 2007. La consommation par habitant a été en 2018 égale à celle de 1980, alors qu'elle a été multipliée par 20 en Chine, 6 en Inde et 3 au Chili.

Les capacités de production restent largement sous-utilisées, avec un taux de 67 % en juin 2019 alors que 80 à 85 % seraient nécessaires pour assurer la rentabilité des installations et la compétitivité du secteur.

Les investissements du secteur se sont fortement réduits au cours des dernières années, pour atteindre avec 706 MUSD leur plus bas historique en 2017. Les derniers mois ont été marqués par plusieurs annonces d'investissements significatifs : 600 M€ d'ici 2021 pour Gerdau (accroissement de capacités de production), 300 M€ d'ici 2022 pour Usiminas, 450 MUSD pour Vale (construction d'un laminoir), 400 M€ pour CSN (création d'une usine dans l'Etat de São Paulo). Aço Minas estime à 9 Mds USD les investissements potentiels du secteur pour les cinq prochaines années, mais considère que ce montant est le strict minimum nécessaire au maintien des capacités de production actuelles.

Contact : cyril.darneix@dgtresor.gouv.fr

Actualité des entreprises françaises au Brésil

Nouvel actionnaire majoritaire de la société Ciplan dans le District Fédéral, **Vicat** souhaite faire du Brésil l'un de ses principaux marchés mondiaux et une plateforme pour l'expansion du groupe en Amérique Latine, où elle étudie actuellement d'autres projets d'acquisition. L'entreprise compte pour cela moderniser sa production en réduisant progressivement son utilisation de combustibles fossiles dans la fabrication de ciment. Elle prévoit à cet effet d'investir 5 millions d'euros par an pendant les quatre prochaines années afin de valoriser ses résidus industriels et domestiques en remplacement des énergies fossiles. *Valor* – 21/06/19

L'entreprise française **Verallia**, spécialisée dans l'emballage pour les boissons et les produits alimentaires, a annoncé la construction d'une troisième usine au Brésil, dans la ville de Jacutinga dans le Minas Gerais, pour un investissement de 330 millions de réais. Le groupe possède également des usines dans les Etats de São Paulo et du Rio Grande do Sul. *Valor* – 05/07/19

Carrefour voit ses ventes brutes au détail augmenter de 9% au second trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018, première depuis cinq ans. Les résultats du groupe sont portés par le Brésil, premier marché à l'international, qui a généré des revenus de vente en hausse de plus de 12% sur la période. *Valor* – 25/07/19 et 06/08/19

Engie a entamé des discussions avec le gouverneur de l'Etat du Sergipe à Rio de Janeiro, quelques mois après le rachat du réseau de gazoducs de Petrobras « TAG », pour d'éventuels investissements dans le transport du gaz dans le Sergipe. L'entreprise communiquait en juillet son souhait d'accélérer ses efforts au Brésil. Elle s'est également dite intéressée par le rachat de l'entreprise Argo Energia en consortium avec la Caisse de Dépôt et Placement du Québec (CDPQ). *NE Notícias* – 13/08/19, *Le Monde de l'Energie* – 17/07/19, *Valor* – 29/07/19

Saint-Gobain compte investir plus de 100 millions d'euros par an au Brésil. Selon M. Thierry Fournier, Délégué Général, Saint-Gobain Brésil, Argentine et Chili, investir est le seul moyen de se réinventer à l'ère de la révolution digitale ; c'est en investissant que l'entreprise a su s'adapter à chacun des moments clés de son histoire. *IstoéDinheiro* – 09/08/19

Total a inauguré sa première station-service au Brésil à Betim dans le Minas Gerais. Suite à l'acquisition du réseau Zema fin 2018, 280 stations-services seront concernées par un changement de bannière dans les Etats du Minas Gerais, du Goiás, du District Fédéral, du Mato Grosso et de São Paulo d'ici 2021. L'entreprise compte à terme devenir un acteur majeur de la distribution de carburant au Brésil. *Diário do Comércio* – 23/08/19

Les prix historiquement bas des dernières enchères dans le domaine des énergies renouvelables n'effraient pas **Voltaia** qui participera à l'enchère A-6, prévue en octobre, avec des projets dans le solaire et l'éolien. L'entreprise dispose déjà de près de 430 MW en opération au Brésil et développe actuellement plusieurs projets qui ajouteront 300 MW supplémentaires à cette capacité. *Valor* – 30/08/19

Contact : larissa.colovatti@dgtresor.gouv.fr ; anne.bernard@dgtresor.gouv.fr
Avec l'appui de Quentin Lambert (stagiaire)

Service Economique Régional du Brésil

Site internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/BR>

Suivez nous sur twitter : @BresilEco

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication